http://divergences.be/spip.php?article1036

Revue libertaire internationale en ligne
DIVERGENCES
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

Jacques Langlois

Les animaux malades de la peste

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - NÂ°16 Decembre/december/2008 - International - Economie/Economy - Regards sur la Krise /Blicke auf die Krise -

Date de mise en ligne : vendredi 28 novembre 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Nouveaux développements sur les causes de la crise financière actuelle

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L329xH400/fist-1b39d.jpg

Dans un précédent article, je décrivais les péripéties de l'actuelle crise financière et économique. Ce nouveau texte va analyser les causes durables, profondes et éloignées du processus enclenché par le capitalisme, en général, et néolibéral en particulier. Car il est particulièrement réjouissant de voir les excellences politicardes et financières se rejeter le mistigri et se dédouaner de leurs propres responsabilités sur des boucs émissaires : ces financiers, ces agences de notation, ces patrons aux parachutes dorés, etc. d'où vient tout le mal par suite de leur immoralité. Ces pelés, ces galeux…ont certes leur forte part de responsabilité. Mais les politicards, le prince des démagogues en tête, à savoir l'omniscient et omnipotent Tsarkozy, sont largement à l'origine des méfaits du capitalisme actuel et sont les laudateurs du capitalisme tout court, dont on sait depuis Jaurès (entre autres) qu'il porte la crise comme la nuée porte l'orage. Alors quelles sont les causes réelles de la crise ?

Elle provient à l'origine des exigences de rentabilité du capitalisme industriel. Celui-ci, à cause des énormes progrès de productivité donnés par les techniques modernes, avait besoin d'un marché mondial pour vendre ailleurs que dans le pays d'origine, trop limité, afin de profiter d'économies d'échelle (plus on vend, plus les frais fixes sont amortis sur la quantité vendue). Par ailleurs, ledit capitalisme nécessitait la possibilité d'absorber les concurrents pour s'emparer de leur marché et réduire les coûts par débauchage de salariés et foisonnement des structures. Enfin, il voulait accéder à l'épargne étrangère afin de financer les investissements et les rachats d'entreprises. Et cela d'autant plus que cette épargne était trop abondante (les fameux pétrodollars ou ensuite les excédents commerciaux de la Chine) et donc coûtait moins cher que la nationale. Ces trois raisons militaient pour que la libre circulation des marchandises et des capitaux soient assurée à l'échelle mondiale. Mais seuls les gouvernants pouvaient changer les règles du jeu afin de répondre à ces demandes.

Cela tombait bien ; les Etats devenaient de plus en plus impécunieux. Par exemple, les USA ne pouvaient plus rembourser les emprunts étrangers en or (c'était la règle des accords de Bretton Woods en 1945, qui avaient fondé l'étalon de change-or : le dollar, seule monnaie internationale de réserve, était convertible en or) à cause des déficits budgétaires induits par la guerre du Vietnam, ce qui s'est reproduit avec les guerres bushistes en Irak et en Afghanistan. La guerre est donc un des éléments anciens et permanents de la crise. En 1973, Nixon supprima la convertibilité du dollar en or et toutes les monnaies devinrent flottantes et surtout non gagées su quoi que ce soit de réel ou de matériel. C'était une décision relevant des responsabilités politiques et non du capitalisme ou des financiers.

Ensuite, tous les gouvernements, partout, et quelle que soit l'obédience, libérale ou socialiste, se mirent à changer les règles pour déréguler la finance. Cela leur permettait d'emprunter à l'étranger (c'est ainsi que la France a financé son programme électro-nucléaire) pour moins cher et, ô merveille, d'améliorer la balance des paiements par suite d'une entrée correspondante de devises ! En vrac, nous eûmes la libre circulation des capitaux, l'ouverture des emprunts d'Etat aux non-résidents (ce qui met les pays sous la coupe des marchés financiers), la suppression de l'indexation des salaires sur les prix (Delors), la fusion possible des banques d'affaires avec les banques de dépôt, le rachat par les entreprises de leurs propres actions de même que celui de payer une absorption avec leurs propres titres (d'où l'intérêt de faire monter leur cours y compris par des manipulations à la Enron), l'autorisation des ventes à découvert et des produits dérivés ou de la titrisation, les stocks-options largement défiscalisées (Fabius les a considérées comme des plus-values taxées à 16 % au lieu de la tranche maximale de l'IRPP alors à 48 %), les taux d'intérêt variables, les cartes de crédit revolving à 20 % de taux d'usure, etc. Et aujourd'hui, les mêmes qui ont dérégulé depuis 30 ans, réclament à grand bruit, quand ils ne se contentent pas de boucs émissaires et d'injection massive de capitaux publics pour sauver les banques et les assurances, la régulation de la finance. Nemo auditur

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

turpidinem allegans, nul ne peut être écouté dans sa turpitude, tel est un vieux principe de droit ! L'avocat Sarkozy a l'air de l'ignorer puisqu'il proposait de créer en France le crédit hypothécaire revolving (celui qui est à l'origine des subprimes) et que son paquet fiscal a accordé 10 milliards d'euros en année pleine aux plus riches. Ce monsieur est en fait un libéral pur sucre qui voulait nous mener sur les sentiers du modèle américain (par exemple, tout le monde est propriétaire de son logement, ou retraite capitalisée) avant qu'il ne se casse la figure, ce que notre bonhomme a aussitôt récupéré dans le populisme et la démagogie les plus classiques. Avec le résultat prévisible que plus il s'agite de façon brouillonne plus la confiance fiche le camp.

Les gouvernements engoncés dans leurs décisions guerrières ou économico-fiscales en faveur des riches, des multinationales (d'où l'intérêt des lobbys et du financement par eux des campagnes électorales), ont tenté de se sortir du merdier où ils s'étaient mis par la fuite en avant à court terme, sans peser les conséquences lointaines de leur débrouillardise. Ce sont eux qui ont mis en place le système financier monstrueux qui pète aujourd'hui et, évidemment, ils ne s'attribuent aucune responsabilité dans la catastrophe actuelle. Cela montre en quelle estime il faut tenir les polticards : leur incapacité totale à prévoir, à analyser les conséquences perverses de leurs décisions et leur fuite devant la responsabilité qu'ils exigent des autres. Pour faire bon poids, ils ont aussi supprimé l'essentiel du droit social et syndical (pour isoler les salariés les uns des autres et affaiblir les syndicats), poussé aux retraites et aux assurances sociales par capitalisation, aidé à remplacer les augmentations générales de salaire par des rémunérations individuelles et des plans d'épargne ou de l'intéressement d'entreprises, saboté la sécurité sociale solidaire, etc. Au passage, cela permettait d'amputer les retraites de toute augmentation liée à celle des salaires et poussait les actifs à se couvrir par des compléments individuels de retraite capitalisée.

Techniquement, le déroulé de la crise, permis par la législation US et les complaisances des gouvernements occidentaux, est le suivant : les banques accordent des prêts à des personnes quasi insolvables (subprimes) ; des « rehausseurs de crédit » (Fanny Mae, Freddie Mac) reprennent ces créances en les assurant ; ces créances douteuses sont « titrisées » (transformées en obligations regroupant des titres de créance en tout genre et de partout pour « mutualiser » les risques) ; elles sont vendues partout sous forme de titres rapportant beaucoup (par exemple, transformées en « Sicav dynamiques » par les banques européennes) ; enfin elles sont réassurées sous forme de produits spéculatifs dits « produits dérivés » (les dérivés sont des assurances d'assurance ; il y en a pour 60 000 milliards de dollars de par le monde). Conclusion : personne ne sait ce qu'il y a dedans et si les emprunteurs de base sont défaillants par suite de la baisse de l'immobilier et des revenus, tout s'écroule.

Par ailleurs, l'informatique moderne a contribué à supprimer en quelque sorte le temps et l'espace, ce qui fait des paradis fiscaux, lesquels n'ont jamais été supprimés par les gouvernements car ils sont très utiles à la finance et aux multinationales, sans parler des mafias et de l'argent noir des crimes en tout genre, un avantage compétitif très utilisé par l'Angleterre. On peut spéculer à toute heure et partout, ce qui renforce le système automatique de la finance folle, sans gages réels, sans territoire, réglée par la maximisation incessante du profit et des plus-values boursières, agitée par l'immédiateté. On peut ainsi délocaliser, trouver des sous-traitants, des centres d'appel tout en les contrôlant à distance.

Mais ce n'est pas tout. Comme le pouvoir d'achat se ressentait de ces manipulations en faveur du tout marché, les gouvernements ont inventé la hausse dudit pouvoir d'achat par la baisse des prix. Elémentaire, mon cher Watson : il suffit, au nom de la concurrence internationale propulsée par l'OMC et l'UE, de laisser acheter en Chine à bas prix, ce qui pousse les distributeurs à exploiter les travailleurs des PVD, de même que les industriels qui y délocalisent leur production. C'est commode car des pays qui n'ont pas de droit social, environnemental, syndical, fiscal, où de ce fait les salaires sont très faibles, sont forcément moins coûteux. Et cela d'autant plus facilement que les frais de transport ont énormément baissé par suite des décisions politiques laissant libre cours aux bateaux-poubelle et aux camionneurs des pays de l'Est et que les droits de douane et les quotas d'importation ont été eux aussi diminués. La différence, évidemment, ne va pas totalement dans la poche des acheteurs. La libre concurrence, c'est bien mais pas au point de s'opposer politiquement à la concentration oligopolistique de la grande distribution. En fait, c'est cette dernière qui a engrangé le différentiel de coût entre la Chine, ou autre pays misérable, et les productions

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

nationales. Ce qui a poussé nombre d'entreprises à la faillite, à la concentration et donc eu pour effet de propulser le chômage et le sous-emploi.

Quant à « moraliser » la finance et ses opérateurs, il faut rire. C'est un des éléments de principe du libéralisme économique prôné par les capitalistes que de dire urbi et orbi que l'économie n'a rien à voir avec la morale, de même que la politique et le droit doivent être neutres par rapport aux valeurs et aux convictions. Comme le disait si bien Adam Smith : « on n'attend pas son dîner de la bienveillance du boucher ». Le capitalisme est un système amoral par construction idéologique, dans lequel seuls les intérêts sont pris en considération. Mais la morale est un vecteur si tentant à utiliser pour convaincre le peuple que la crise est due aux dérapages de quelques financiers et managers ripoux. Et contrairement aux prétentions a-idéologiques du néolibéralisme, le capitalisme véhicule bel et bien, en tant que système sociétal, une morale : l'individualisme, le soi-disant mérite, la prétendue responsabilité personnelle, la valeur intrinsèque de la compétition de tous contre tous, la prise de risque, etc. Cette morale anime les libéraux et M. Sarkozy nous l'a bien montré. C'est aussi cela qui, érigé en doctrine générale, fait partie du mode de production capitaliste. Et c'est aussi cette morale, opposée aux valeurs de coopération, d'égale dignité, de respect ou d'empathie, de solidarité, etc., qui est en crise. Dites-moi : entendez-vous les socialistes souffler mot à ce sujet ?

La crise risque de s'accélérer. On peut faire l'hypothèse que désormais les spéculateurs jouent à la baisse pour racheter ensuite à très bas prix lorsque les cours remonteront. En attendant, ils baisseront parce que les fonds de pension sont obligés de vendre énormément de titres dévalués pour payer les retraites, ce qui accélère encore la chute des bourses et ainsi de suite. La récession économique s'annonce, ce qui diminuera les profits des firmes, donc la valeur de leurs actions dont le rendement baissera. Les financiers, d'abord piteux devant leur incurie et leur cupidité, se sont ressaisis. Ils voient désormais dans la crise l'occasion d'absorber des concurrents moins solides et ils sont contents de la baisse de valeur des actifs et des actions propres desdits concurrents. Ils y poussent sûrement. De plus, ils ont compris que les gouvernements viendraient à leur secours aux frais du contribuable. Alors, ils attendent et ont intérêt à ce que cela dure. Une autre crise du crédit se profile. Les produits dérivés sont immaîtrisables et peuvent éclater à tout moment. La faillite immobilière guette maintenant les classes moyennes US, au-delà des subprimes pour pauvres accédant à la propriété. Les fonds d'investissement plus ou moins spéculatifs s'étaient livrés à la technique du rachat d'entreprises dite du LBO (leverage buy out, achat par effet de levier) : acheter en empruntant 80 % du montant de la vente, faire rembourser l'emprunt par l'entreprise rachetée en la pressurant au maximum et en vendant ses actifs sous-évalués (les immeubles, notamment), rembourser l'emprunt 3 ou 4 ans après. Le problème est que la récession qui survient va empêcher de vampiriser les entreprises victimes d'un LBO et que, donc, les fonds d'investissement ne pourront pas rembourser leur emprunt aux banques, lesquelles vont se retrouver devant une nouvelle crise de liquidités. Et là ce sera très partagé car l'Europe, socialisme aidant, a autorisé les LBO.

Comme ce système capitaliste, à la fois industriel et financier, est un monstre mécanique et automatique, comme l'avait bien vu Marx, les sujets individuels n'y peuvent mais, sauf à périr dans la concurrence mondiale installée par les politiciens sous la pression des lobbys industriels et financiers. Cependant, il suffirait de changer les règles du jeu pour changer de système. Qu'en disent les socialistes, que l'on entend guère car ils ont beaucoup contribué à la dérégulation ?

Qu'en pensent les syndicats, qui visiblement n'ont rien compris au processus et au système financier ? Qu'en pensent les dirigeants d'entreprises productives qui n'ont pas vu que leurs réclamations avaient grand ouvert la porte à la suprématie de la finance au point de conduire à une mécanique folle ?

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne